



Compte-rendu Bilatérale CGT-DG

16 Janvier 2013

Le cycle des bilatérales avec les organisations syndicales a été initié par la Direction Générale. Messieurs Fournel, Blanc, Bonnet, Rubler et Madame Le Gall représentaient l'administration. Ces rendez-vous s'inscrivent après l'action du 06 Décembre à Ivry/Seine et un renforcement du rapport de forces, avec une intersyndicale soudée autour de deux axes essentiels : la perte de sens ressentie par le plus grand nombre en Douanes et la rupture du dialogue social avec la DG. Ces bilatérales ont été proposées par la DG afin de sonder chaque OS sur notre socle de revendications communes, matérialisé par notre volonté de mettre en place des États Généraux de la Douane sous une égide neutre et impartiale. Ne soyons pas dupes, la volonté de la DG est de scinder l'intersyndicale nationale, notamment en abordant les termes d'un accompagnement social global. Nous avons d'emblée évacué cette discussion pour entrer dans le vif du sujet, en réaffirmant l'existence d'une intersyndicale nationale unie et déterminée. Le DG nous présente leur projet stratégique.

Le SNAD-CGT précise que la feuille de route fixée par les ministres n'est pas acceptable et qu'elle va tronquer le dialogue social tout comme les débats autour du projet stratégique. A cet égard nous rappelons au DG que le dialogue Social est très déficient depuis des années au sein de notre administration. Nous faisons le constat que tous les choix de l'administration depuis près de vingt ans, en matière de réorganisation de services, ont été avant tout conduits par une logique budgétaire et non opérationnelle.

Nous émettons la crainte que les mêmes contraintes budgétaires canalisent le dialogue social que prétend vouloir la DG pour l'élaboration dudit projet stratégique.

Nous précisons que dans les faits la Modernisation de l'Action Publique s'inscrit toujours dans une politique d'austérité peu différente de sa devancière, la RGPP.

Nous affirmons que notre administration a largement dépassé le seuil incompressible d'emploi et que réduire les effectifs se fera inévitablement au détriment des missions ce que réfute le DG.

Nous réaffirmons que dans ce contexte il est préférable que ces états généraux se tiennent hors de ces contraintes budgétaires qui risquent de polluer les débats c'est à dire en dehors du cadre directionnel. Le SNAD souhaite la participation d'acteurs extérieurs (élus, économistes, opérateurs...) afin de définir objectivement le sens de la douane notamment dans sa mission de service public.

Le DG prétend que Bercy fixe le cadre budgétaire et qu'il ne peut être le lieu approprié pour ces états généraux.

Le DG réaffirme que l'élaboration du projet stratégique doit rester dans la sphère directionnelle même s'il admet la possibilité d'élargir les débats.

La délégation du SNAD-CGT rappelle le contexte social actuel, le mécontentement de plus en plus important du personnel. Le DG se joint à la proposition du SNAD et se dit favorable de porter les débats des missions douanes au niveau du CESE (le Conseil économique, social et environnemental). Nous précisons que cette éventualité est envisageable (la forme sera très importante).

Pour finir, le DG souhaite connaître la position du SNAD quant à sa participation aux travaux d'élaboration du projet stratégique telle qu'organisés par l'administration à travers les groupes de travail. Si le SNAD se dit favorable aux échanges par écrits, nous maintenons que nous ne participerons pas à ces GT et que l'intersyndicale envisage de démontrer la rupture du dialogue social, par différentes actions.

La délégation SNAD-CGT